

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 rue Weber  
CS 52002  
30 900 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 17/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BAGNOLS DECAP**

148 avenue de l'Hermitage  
Z.A. de Berret  
30200 BAGNOLS SUR CEZE

Références : 2022-05-295

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement BAGNOLS DECAP implanté 148 avenue de l'Hermitage Z.A. de Berret 30200 BAGNOLS SUR CEZE. L'inspection a été annoncée le 11/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée conformément au plan puriannuel de contrôle qui prévoit une visite tous les ans sur ce site industriel (précédente visite en 2019) et s'inscrit dans l'action nationale relative aux incendies dans les installations de traitement de surface.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BAGNOLS DECAP
- 148 avenue de l'Hermitage Z.A. de Berret 30200 BAGNOLS SUR CEZE
- Code AIOT dans GUN : 0006600440
- Régime : Autorisation
- IED - MTD

Le site industriel dont l'activité est le traitement de surface des métaux (inox, acier, aluminium) est autorisé depuis 1996. La société Bagnols Décap a acheté le site industriel en 2014.

Il est composé de 3 lignes de traitement des métaux : une dédiée au traitement de l'inox avec les deux cuves de 20 m<sup>3</sup> et 28 m<sup>3</sup>, une dédiée au traitement des aluminiums et une ligne dédiée au traitement des aciers.

L'ancienne cabine de peinture autorisée n'est plus exploitée et les installations d'application de peinture ont été démantelées et ne sont plus présentes sur le site.

La cabine de sablage n'est plus exploitée et seule l'une des deux cabines de microbillage est très ponctuellement utilisée.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement par rapport aux écarts relevés lors de la précédente inspection et au plan d'action de l'exploitant,
- Action nationale incendie dans les installations de traitement de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.7	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.5	/	Sans objet
Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.6	/	Sans objet
Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Construction et aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.2	/	Sans objet
Ventilation	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.3	/	Sans objet
Incendie	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.8	/	Sans objet
Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 1.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action nationale relative aux incendies dans les installations de surface a amené l'inspection à contrôler les prescriptions relatives à la prévention et la protection contre le risque d'incendie. L'inspection a permis de relever deux non-conformités pour lesquelles il est proposé de mettre en demeure l'exploitant concernant des non-conformités sur la mise à la terre de certains équipements et l'absence de dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Construction et aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments et locaux sont construits, conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation rapide du personnel et à favoriser l'intervention des secours en cas de sinistre. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à 2% de la superficie à désenfumer. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> Les ateliers de production et le local de stockage des produits chimiques sont équipés en toiture d'éléments thermofusibles, et pour l'atelier électrolytique une trappe de désenfumage en toiture. Cette trappe est entretenue annuellement. Le nombre d'éléments thermofusibles apparaît suffisant au regard de la surface du bâtiment, cependant, l'exploitant n'a pas confirmé le respect de la valeur de 2% de surface "d'ouvrants" au regard de la surface du bâtiment. L'exploitant est invité à justifier de la surface suffisante sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Nom du point de contrôle : Ventilation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions nécessaires sont prise afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.
<b>Constats :</b> Les ateliers ne disposent pas de ventilation mécanique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Nom du point de contrôle : Mise à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification des installations électriques réalisé par l'APAVE suite à la visite du 14 avril 2022 mentionne 25 non-conformités dont certaines sont récurrentes et portent sur un défaut mise à la terre de certaines installations. Notamment, des continuités à la terre inexistantes sont soulignées dans l'atelier électrolyse et le local EDF L'exploitant n'a pas corrigé ces non-conformités ni établi de plan d'actions pour la mise en conformité des matériels électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b> Sur l'ensemble de l'installation, seuls six bains de traitement sont équipés de système de chauffage pour améliorer l'efficacité du traitement. Le chauffage est réalisé à l'aide de serpentin au sein duquel de l'eau chaude à 60 °C maximum circule, chauffée par une chaudière au fuel d'une puissance de 145 kW. Les systèmes de chauffage sont en position arrêt par défaut et sont activés par les opérateurs si nécessaire. L'exploitant n'a pas établi de consigne d'exploitation permettant de garantir la vérification de mise à l'arrêt des systèmes de chauffage lors des fermetures quotidiennes et hebdomadaires du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> L'établissement ne dispose d'aucun dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose sur site de plusieurs extincteurs adaptés au risque et répartis dans les installations qui font l'objet d'une vérification annuelle. Concernant les points d'eau incendie identifié par le SDIS autour de l'établissement, l'exploitant ne dispose pas d'information sur leur bon fonctionnement. L'exploitant est invité à se renseigner sur le fonctionnement de ces dispositifs et sur les débits disponibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Classement des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Classement des installations au regard de la nomenclature ICPE - Rubrique 3260 : 59,72 m3 - Régime de l'autorisation - Rubrique 2575 : 42 kW - Régime de la déclaration
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas finalisé le classement des produits chimiques utilisés sur le site au regard des rubriques 4XXX. Une fois le recensement des produits chimiques, y compris dans les bacs, susceptibles d'être présents sur le site et les quantités définies, l'exploitant transmettra son positionnement sur le classement de son site au regard des rubriques 4XXX. L'exploitant est invité à finaliser ce classement dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai maximal de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Schéma des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan des réseaux communal transitant autour de son établissement mais il ne dispose pas d'un schéma des réseaux du site. L'exploitant est invité à transmettre ce schéma des réseaux à l'inspection une fois établi.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



**Nom du point de contrôle : Produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2008, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) : les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.
<b>Constats :</b> La fiche de donnée du produit nommé AVESTA 214 a été demandée et présentée par l'exploitant. Cette fiche de donnée de sécurité indique que le stockage doit être réalisé dans un endroit sec et bien ventilé. Or le stockage des bidons non encore utilisé de ce produit est réalisé dans le local en bardage métallique, présentant uniquement une aération naturelle, et au sein duquel une température élevée pourrait être rencontrée en période de forte chaleur. L'exploitant est invité à vérifier la compatibilité entre le lieu de stockage et les consignes établies dans la fiche de donnée de sécurité et à transmettre son plan d'action, le cas échéant, à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites